

# La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise  
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-  
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



## La vérité ne nous laisse jamais en paix

L'illustration de la revue *Réformés* représentant un couple homosexuel et multiracial enchevêtré en forme de croix a irrité pas mal de lecteurs. Ils l'ont écrit au Conseil synodal de l'Eglise évangélique réformée du Canton de Vaud qui leur a répondu sous la forme d'une lettre circulaire. Il y dit notamment: *Dans l'esprit de la Réforme, qui dénonce toute prétention de l'Eglise à détenir la vérité et à définir la juste doctrine, le Conseil synodal tient à ce que le journal « Réformés » ne soit pas la prétendue « voix officielle » des Eglises.*

Ça se discute. Si « détenir la vérité » signifie la posséder discrétionnairement, comme une chose, le Conseil synodal a raison sur ce point. C'est courir le risque presque certain de s'attribuer à soi-même, non sans vanité, le rôle de maître et dispensateur de la vérité.

Cela dit, ce n'est pas en niant le fait qu'on peut connaître et transmettre la vérité que l'Eglise évitera cette dérive. C'est au contraire en assumant

pleinement son autorité doctrinale tout en restant à sa juste place, attentive et respectueuse face à la Parole qui s'adresse à elle.

De toute façon, et d'une manière générale, la vérité ne se laisse jamais mettre de côté. Notre intelligence est faite pour la recevoir et la diffuser. Quand nous disons quelque chose, nous sommes pénétrés de la certitude que c'est vrai. Même quand je dis « rien n'est vrai », je le dis encore comme une vérité. On n'en sort pas.

De même, il y a toujours une philosophie implicite derrière le moindre de nos discours. Ainsi, quand l'Eglise nie l'existence d'une « juste doctrine » qu'elle devrait transmettre, elle affirme implicitement la doctrine contraire, soit qu'elle n'a rien d'essentiel à dire.

Que les vérités du Symbole des Apôtres, par exemple, s'enracinent dans un mystère qui me dépasse, c'est évident. Ce que j'en sais, ce n'est pas toute la vérité ni rien que la vérité. Mais c'est en tout cas quelque chose

de la vérité. Je ne la détiens pas, certes, mais je la reçois bel et bien; je n'en dispose pas, mais j'ai la responsabilité de la faire connaître. Sans cette relation, inégale, avec la vérité, je perds toute possibilité de savoir en quoi ou en qui je crois, toute raison aussi, par conséquent, d'évangéliser.

C'est l'honneur de l'Eglise d'avoir, au long des siècles, conduit cet effort immense, souvent conflictuel et jamais achevé, d'interprétation des choses révélées. Ceux qui la dirigent aujourd'hui n'ont pas le droit de faire litière de cette somme de théologie, d'ecclésiologie, de liturgie, de pédagogie et de morale. Ce serait couper le peuple de l'Eglise des racines qui nourrissent la foi et l'approfondissent.

Ce qui se passe, c'est que l'Eglise a été à ce point accusée et vilipendée qu'elle a fini par interioriser les catégories mentales de ses adversaires. C'est désormais elle-même qui s'emploie à se dépouiller de tout ce qui fait sa différence. Ainsi, le chrétien d'aujourd'hui ne se contente pas d'être humble en ce qui le concerne. Il étend son humilité à l'Eglise tout entière et s'aplatit en son nom. Par un effrayant

contre-témoignage, il accepte comme autant de vérités premières les critiques les plus imbéciles, les accusations les plus malveillantes à l'égard de celle-ci. Et il croit naïvement que cet abandon sera considéré comme un signe d'ouverture et représente une promesse d'efficacité missionnaire.

Quand l'Eglise, par ses chefs, évacue son devoir de présenter l'Evangile comme la vérité, elle crée un vide en elle et autour d'elle. Et ce vide est mécaniquement comblé par l'idéologie dominante, qui n'a rien de spécifiquement chrétien, étant individualiste en théologie et en morale, collectiviste sur le plan social et mondialisateur en politique.

De plus, comme on le constate ces jours, tous les accommodements avec l'esprit du temps n'empêchent pas le rédacteur en chef de *Réformés* de « détenir la vérité » et d'asséner la « juste doctrine », tout en manifestant un esprit de jugement assez péremptoire et un manque regrettable de compassion à l'égard de ceux qui s'indignent, se lassent, voire envisagent – certes à tort – de s'éloigner.

Olivier Delacrétaz

## La Ligue vaudoise à l'honneur dans la NZZ

Le 19 janvier dernier, *La Nation* annonçait dans son éditorial qu'elle s'opposait au renouvellement du régime fiscal de la Confédération, prochainement soumis au vote du peuple et des cantons. L'argument déterminant était que ce régime fiscal repose en grande partie sur l'impôt fédéral direct (IFD), « frontalement contraire au fédéralisme ».

Cette position, originale par rapport aux autres voix politiques, a valu à la Ligue vaudoise de faire l'objet d'un article détaillé et amical dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 17 février, sous la plume de M. Christophe Büchi. Ce « portrait » de notre mouvement était intitulé: « La Ligue vaudoise combat (presque) tout ce qui vient de Berne – par exemple les impôts fédéraux ».

Nous en citons avec plaisir quelques passages, librement traduits:

*On peut reprocher tout ce qu'on veut à la Ligue vaudoise, sauf de s'écarter de la ligne qu'elle s'est fixée. Depuis des décennies, ce mouvement lutte non seulement contre les impôts fédéraux, mais aussi contre toutes les autres institutions qui, à ses yeux, ne correspondent pas à la construction fédéraliste de la Suisse. [...] Les responsables de la Ligue expliquent qu'ils ne sont pas opposés par principe aux institutions*

*fédérales; mais que celles-ci doivent se concentrer sur les tâches classiques de l'Etat fédéral, en particulier la défense de l'alliance des cantons vis-à-vis de l'extérieur. [...]*

*Une évaluation précise [de son influence] est rendue difficile par le fait que la Ligue vaudoise mène une existence discrète [Schattendasein]. La plupart des Vaudois ont entendu son nom une fois ou l'autre, mais ils ne savent que peu de chose sur elle. Les médias ne s'y intéressent guère. [...]*

*D'un mouvement fortement politisé à droite, la Ligue vaudoise est devenue un think-tank conservateur et fondamentalement fédéraliste, qui recrute avant tout dans la jeunesse étudiante et qui s'engage essentiellement dans le débat intellectuel. Son journal La Nation, animé par des bénévoles, appartient ainsi à ce que le journalisme romand offre de meilleur. [...]*

L'article de M. Büchi retrace fidèlement et honnêtement l'histoire de la Ligue vaudoise et ce qui la différencie d'autres forces politiques. Il est loin le temps où un Bernois, établi à Epalinges, avait répondu à sa fille qui lui demandait une définition de la Ligue vaudoise: « Ce sont des gens qui n'aiment pas les Suisses-allemands. »

P.-G. B.

## Jouer les classiques du XX<sup>e</sup> siècle

Le coffret des 75 ans de l'Orchestre de chambre de Lausanne, que J. Perrin a évoqué dans ces colonnes en présentant le livre d'Antonin Scherrer consacré à notre orchestre, ravive d'excellents souvenirs, avec sa série d'enregistrements dirigés par les chefs successifs, de Victor Desarzens jusqu'à Joshua Weilerstein. On y trouve notamment le *Kammerkonzert* n° 4 de Paul Hindemith, dans une excellente interprétation avec Victor Desarzens à la baguette et Stéphane Romascano comme violon solo. C'est une belle musique, fortement charpentée mais aussi d'un grand lyrisme – un lyrisme sous tension, si l'on peut dire – dans le mouvement lent. Cela nous rappelle une époque où l'OCL présentait volontiers des œuvres de ceux qu'on peut désigner comme les « classiques du XX<sup>e</sup> siècle », aujourd'hui un peu oubliés.

Ce n'est pas par hasard que l'OCL s'est illustré dans ce répertoire. Après les ivresses orchestrales de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup>, les compositeurs ont souvent cherché la sobriété: le Groupe des Six en France, Hindemith justement en Allemagne; Stravinski, après des débuts débordants de couleurs, a concentré son écriture jusqu'à l'ascétisme; Honegger, Britten, Frank Martin, Martinů ont beaucoup com-

posé pour des formations réduites. Mais voilà: nombre de ces œuvres ne sont plus guère jouées, du moins sous nos cieux.

Hindemith, pour en revenir à lui, a presque disparu des programmes. D'Honegger, dont le *Roi David* ne lasse certes pas, on n'entend plus guère les symphonies, assez âpres il est vrai pour certaines d'entre elles, mais si énergiques, ni même *Pacific 231*, plus souvent citée que jouée! Stravinski est toujours à l'honneur, Bartók aussi, mais pour certaines pièces seulement: quand avez-vous entendu pour la dernière fois les deux premiers concertos pour piano, ou la *Musique pour cordes, percussions et célesta*? De Frank Martin, nous n'avons pas vu à l'affiche depuis longtemps, nous semble-t-il, les fascinantes *Etudes pour orchestre à corde*, ni l'admirable *Cornet* sur le poignant poème de Rilke. Et d'Aloÿs Fornerod, remis à l'honneur en 2015 certes, on aimerait vivement réentendre le *Deuxième concert pour orchestre de chambre*, une de ses œuvres les plus accomplies, mais qui n'a peut-être pas retenti dans nos salles depuis sa création!

L'OCL a du beau travail à faire jusqu'à ses 100 ans!

J.-F. Cavin

# † Philippe Gardaz

Philippe Gardaz était doué d'une intelligence fulgurante. A peine avait-on saisi ce qu'il venait de dire qu'il était déjà deux idées plus loin. Or cette rapidité d'esprit n'avait rien de superficiel. Ses analyses allaient au cœur des problèmes, même s'il tenait à n'avoir pas l'air d'y toucher; cette plaisante désinvolture – une sorte de modestie qui signifiait: «Ne me prenez pas trop au sérieux», servie par un humour intarissable – n'empêchait pas la profondeur. Un exemple parmi cent: aux *Entretiens du mercredi*, il nous a parlé naguère de l'éventuelle création d'un diocèse vaudois, qu'il souhaitait en principe mais pour laquelle, selon lui, les temps n'étaient pas venus, en nous décrivant très substantiellement ce que devrait être un diocèse dans sa plénitude; ses réserves ne tenaient pas à des circonstances socio-politiques, mais à sa forte compréhension de l'organisation ecclésiale.

Vaudois catholique du district d'Echallens, donc relevant de notre plus ancienne tradition confession-

nelle, il a voué ses forces à son Eglise comme au Pays. Grand connaisseur du droit ecclésiastique, il a fait bénéficier de son savoir et de son jugement la Fédération vaudoise des paroisses catholiques, l'Université de Fribourg où il a enseigné, le diocèse et la Conférence des évêques suisses pour laquelle il fut expert sur les relations entre l'Eglise et l'Etat.

Mais son engagement confessionnel allait de pair avec une grande ouverture. Ayant épousé une des filles du pasteur de la Cathédrale, il se disait «œcuménique par immersion». Sa grande culture lui permettait de comprendre et de commenter les diverses pensées et attitudes religieuses, leurs caractéristiques, leurs paradoxes. Il vouait une attention égale aux mouvements de la société et à l'évolution du droit, qu'il maîtrisait si bien comme avocat et comme juge.

Ses grandes capacités auraient pu le destiner à un rôle politique de premier plan. Mais il a préféré œuvrer de manière discrète, en soutien généralement bénévole de ceux qui agissent

en pleine lumière. Etait-ce parce que, lorsqu'il entra dans la vie active il y a un demi-siècle, les catholiques vaudois étaient encore un peu en marge du corps principal de l'officialité? Ou par la conscience que son génie propre était de prodiguer le conseil plutôt que d'exercer l'autorité? Ou encore pour mieux préserver sa liberté, qui lui était chère, avec son esprit un rien frondeur?

Toujours est-il que, sans être sous les feux de la rampe, il était au cœur des affaires du Canton, servi par un réseau de renseignement amical qui faisait de lui l'un des hommes les mieux informés de la vie vaudoise. La rigueur et la pertinence de ses avis l'ont amené à être un des conseillers les plus écoutés de maint magistrat. Sa finesse diplomatique nourrissait sa vocation d'intermédiaire subtil entre catholiques et réformés, entre catholiques traditionalistes et catholiques suivant le mouvement de l'Eglise, entre familles de souche radicale ou libérale, entre le parti libéral et la Ligue vaudoise.

Car, libéral de tendance nationale, Philippe Gardaz était aussi très proche de notre mouvement. Il avait suivi le camp de Valeyres et y revenait régulièrement comme visiteur ou comme orateur. Il a mainte fois été le conférencier des *Entretiens du Mercredi*. Il a signé des articles dans *La Nation*. Les *Cahiers de la Renaissance vaudoise* ont publié deux ouvrages de sa plume: *Le service civil, mythe dangereux* en 1977 et *Au royaume de Babar* dans *Contrepoisons 4* en 1990 (voyez l'étendue de sa culture et son sens de l'humour...); cette étude à la fois comique et sérieuse de la cité des éléphants imaginée par Jean de Brunhoff est une vraie leçon de science politique!

Le 21 février, la foule qui eût rempli deux ou trois fois l'église du Saint-Rédempteur montrait bien que Philippe Gardaz a beaucoup donné à notre Pays. En évoquant, nous aussi, sa mémoire avec gratitude, nous disons notre sympathie à son épouse et à sa famille.

Jean-François Cavin

## L'heure la plus sombre

Dès que Donald Trump «tweete» ou que le Hongrois Viktor Orban s'avise de défendre son peuple en «haussant le ton», un journaliste, né de la dernière pluie antifasciste, les «pointe du doigt», sous prétexte que leurs propos nous rappellent «les heures les plus sombres de notre histoire», c'est-à-dire les douze ans où Hitler terrorisa l'Europe. Cette formule nous fait sourire dans la mesure où celui qui s'en sert, âgé tout au plus d'une cinquantaine d'années, n'a vécu que dans la paix et l'abondance.

Puis nous voyons le film récent de Joe Wright, *Darkest Hour*, et l'émotion remplace l'envie de rire. Il y est question des quelques jours de mai 1940 où Winston Churchill, appelé à la tête du gouvernement par le roi George VI, doit prendre des décisions urgentes alors que les Allemands viennent de mettre à genoux Polonais, Norvégiens, Belges, Hollandais et Français. Faut-il négocier avec Hitler par l'intermédiaire de Mussolini, comme le souhaitent Halifax et Chamberlain, ou se préparer à l'invasion imminente des îles britanniques?

Chamberlain ayant démissionné, George VI choisit Churchill faute de mieux, parce qu'il est le seul membre du parti conservateur que l'opposition travailliste apprécie et que Lord Halifax a renoncé au poste de premier ministre pour mieux intriguer en coulisses.

Le cinéaste Wright est-il partisan du Brexit? Nous l'ignorons, mais son film patriotique magnifie le peuple anglais, son roi et son premier ministre, quand ce dernier, après quelques nuits blanches arrosées de whisky, plongé dans un début de dépression, lance l'opération *Dynamo* qui permet de rapatrier les 300 000 hommes de l'armée de métier, entassés sur les plages de Dunkerque que la Luftwaffe survole.

Quand l'Angleterre est seule contre tous, elle se bat.

Deux observations politiques s'imposent: le roi joue un rôle primordial et Churchill se tire d'affaire par une capacité oratoire hors du commun.

George VI refuse de s'exiler au Canada comme on le lui conseille. Alors que Churchill est au plus bas, il lui rend visite et l'assure de son soutien. Il l'invite à négliger les querelles politiques intestines et à s'appuyer sur le peuple. Churchill se rend alors dans le métro où il n'a jamais mis les pieds. Il y interpelle quelques Londoniens bon teint, doués de la *common decency* chère à George Orwell (et capables d'achever une citation littéraire commencée par Churchill!). Les voyageurs soutiennent tout uniment l'esprit de résistance: *Never! Never!* s'écrient-ils, ils ne se rendront jamais aux Allemands. Cette scène imaginaire émouvante illustre un fait politique connu. Dans les situations critiques, le sommet de l'Etat, en l'occurrence le roi et son premier ministre, s'allie avec les gens du commun contre une partie de l'élite encline à capituler.

A diverses époques, au milieu des périls, certains politiciens mal considérés se chargent du destin de leur cité: Thémistocle, Clémenceau, de Gaulle et Churchill, par exemple. Tous étaient plutôt âgés et avaient subi des échecs qui les avaient relégués dans les oubliettes de l'histoire. En revanche, ils étaient connus pour leur esprit de répartie, leurs traits d'esprit fulgurants et leurs dons d'orateur. A la fin du film, Halifax, dépit, dit de Churchill: «Il a mobilisé la langue anglaise et l'a envoyée au front», après que le premier ministre a enflammé sur les ondes l'énergie populaire et revivifié les parlementaires par des allocutions qui passeront à la postérité. Grâce à William Shakespeare, l'Angleterre connais-

sait un précédent fameux: le discours où le roi Henry V exhorte ses troupes au combat, arguant que la lutte liera pour toujours les simples soldats avec leur chef, en dépit des différences de statut:

*Et la Saint-Crépin ne reviendra jamais  
A compter de ce jour jusqu'à la fin du monde*

*Sans que de nous on se souviennne,  
De nous, cette poignée, cette heureuse  
poignée d'hommes, cette bande de frères,*

*Car quiconque aujourd'hui verse son sang avec moi*

*Sera mon frère; si humble qu'il soit,*

*Ce jour anoblira sa condition,*

*Et les gentilshommes anglais aujourd'hui dans leur lit*

*Se tiendront pour maudits de ne pas s'être trouvés ici,*

*Et compteront leur courage pour rien quand parlera*

*Quiconque aura combattu avec nous le jour de la Saint-Crépin.*

Pour peu que nous soyons d'un tempérament inquiet, nous nous demandons parfois quand viendra l'heure la plus sombre. Comment

ferons-nous face? Le Pays de Vaud et la Suisse vivent en paix depuis 1848 et connaissent, depuis les années soixante du siècle dernier, une prospérité sans exemple. Et si la conjoncture se modifiait soudain? Si nous manquions d'électricité, d'eau, de pain? Si une guerre confuse nous divisait? Les institutions en place serviront-elles à maintenir un semblant d'ordre? Existera-t-il aux jours décisifs suffisamment de droiture, de cohésion et de force? Les mille petites lâchetés d'aujourd'hui, les mensonges et le laisser-aller nous inciteraient à penser que nous ne nous en sortirions pas.

Et pourtant rien n'est perdu. Nous connaissons autour de nous, dans les milieux les plus modestes, des hommes et des femmes remarquables, prêts à sortir de l'obscurité bienfaisante et à se ressaisir quand il le faudra, comme tous ces Anglais qui fournirent les centaines de petites embarcations nécessaires au sauvetage des 300 000 soldats de Dunkerque.

Jacques Perrin

### Programme des Entretiens du mercredi

Ce mois de mars, les Entretiens du mercredi retrouvent la philosophie du droit, ou – après interruption – des sujets controversés comme l'état général de l'école ou l'avenir de la démocratie. A mercredi prochain!

**Prochains rendez-vous:**

**7 mars 2018:** Le concept d'ordre juridique, avec M. Eric Wyler

**14 mars 2018:** Préparation du camp de Valeyres 2018 (sur invitation)

**21 mars 2018:** Une école, des échos, avec M. Jean-Daniel Nordmann

**28 mars 2018:** Démocratie et égalité, avec M. Olivier Delacrétaz

**4 et 11 avril 2018:** Pas d'entretien (vacances de Pâques).

Pl. Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne, à 20h.

[www.ligue-vaudoise.ch/mercredis](http://www.ligue-vaudoise.ch/mercredis)

# Le parking de la place du Marché à Vevey

Au début des années soixante du siècle passé, la présence et la circulation des véhicules ne posaient de problème à personne sur cette place mythique. Il faut dire qu'à l'époque, les autos étaient variées, pittoresques et multicolores. Et surtout, elles étaient moins nombreuses. Les immatriculations plafonnaient à VD 70000. C'est-à-dire qu'il y avait dix fois moins de véhicules motorisés dans le Canton. Parquer sa voiture sur la place de la Grenette (il me semble que c'est ainsi qu'on la nommait autrefois) était aisé et gratuit, comme partout. On pouvait admirer la sublime Mercedes 300 SL «portes papillon» de Paul Morand stationnée à côté de son domicile du château de l'Aile. A l'angle opposé, l'élégante DKW pistache au toit blanc de mon cousin Pierre attendait tante Violette à la sortie des employés de l'imprimerie Klausfelder.

Quand j'étais petit garçon, je collectionnais les modèles réduits à l'échelle 1/43<sup>e</sup>. Ma tante venait de m'offrir une Chevrolet Impala 1959 Dinky Toys achetée chez Gloor, et je triomphai quand je pus lui montrer le gigantesque paquebot américain en version originale sur le parking de la Grenette, avec sa calandre gloutonne, ses yeux de poisson des profondeurs et ses extravagantes ailes arrière d'oiseau migrateur. On ne se préoccupait pas de l'exorbi-

tante consommation de l'Impala, ni de la fumée bleutée du deux-temps de la DKW 1000 S de Pierre qui, à elle seule, devait polluer plus qu'une flottille de taxis actuels. Et quelle fierté quand, cravachant les invisibles chevaux de son modeste trois-cylindres, mon cousin affichait 140 au compteur sur la route cantonale entre Rennaz et Aigle, avant d'entamer la laborieuse ascension du col des Mosses. Les autos étaient des objets de rêve pour les adultes et les enfants. Immobiles ou en mouvement, elles s'intégraient à un paysage qu'elles avaient partiellement façonné. C'était encore une période libre, poétique et insouciant de l'automobile. La douceur de vivre avant la mobilité douce.

Aujourd'hui, tout a changé: il n'y a plus de petits garçons pour admirer les papillons et les impalas sur la place du Marché. Les automobiles sont devenues d'indésirables parasites. Pour les punir de leur encombrante laideur, elles sont l'objet de diverses tracasseries administratives et policières. Leur présence dans les centres urbains est de plus en plus contestée. Et la plus contestable est sans doute à la surface de la place du Marché. Des décennies de palabres et de tergiversations aboutissent à un projet défendu par la Municipalité qui consisterait à libérer le secteur oriental, tout en maintenant quelque deux cents places de l'autre côté.

Nous autres Vaudois sommes les as de l'accommodement, qualité ambiguë qui nous permet parfois d'éviter d'inutiles affrontements. Malheureusement, le projet chèvre et chou de la Municipalité est une caricature de ce goût du compromis. Pour n'importe quel visiteur, la présence d'autos sur ce site unique est une injure à sa beauté. En chasser la moitié revient à restaurer la moitié d'un tableau abîmé; à reconstruire la moitié d'un pont détruit; à ne verser que la moitié du poison dans le verre de son ennemi, afin qu'il ne meure pas tout à fait.

Par ses proportions et sa vue sur le lac et les Alpes, la place du Marché de Vevey est un ensemble unique au monde. La présence permanente de malséantes ferrailles grises, blanches, noires, empêche qu'on s'en rende compte. Y a-t-il des autos sur la place des Vosges à Paris? Non. Sur la place Stanislas à Nancy? Non. Sur la place du Capitole à Toulouse? Non. Sur la Piazza del Campo à Sienne? Encore non. Sur le Rynek de Cracovie? De Wrocław? Sur la place du Régistan à Samarcande? Sur la Plaza Mayor de Salamanque, Zócalo (Mexico), Jemaa el-fna (Marrakech), la place Rouge, la place Saint-Pierre, la place Pestalozzi? Non, non et non. Imagine-t-on un instant les pouvoirs locaux de ces sites prestigieux permettant le parage et la circulation des automobiles? Ce serait un tollé universel.

Les autorités veveysannes ressemblent au général des *Mariés de la Tour Eiffel*, «qui ne s'était jamais rendu, même à l'évidence.» L'évidence, ce sont les autos en sous-sol. Une place rendue à sa splendeur originelle, avec de vastes dalles de pierre au lieu de l'asphalte quadrillé et, pourquoi pas, en son centre, une gigantesque statue de Jean-Jacques Rousseau face à la Savoie. Poussons la logique jusqu'au bout et, dans la foulée, offrons le quai Perdonnet aux piétons. Bien sûr, cela coûtera cher, mais il s'agit d'un des panoramas les plus admirés du monde, au pied d'un site classé à l'UNESCO. Ne soyons pas médiocres, mesquins, ridicules. Nous qui habitons un pays riche serions incapables de trouver des fonds pour la construction d'un parking souterrain, ce que n'importe quel supermarché offre à sa clientèle?

Heureusement, plus de trois mille signataires ont soutenu une initiative populaire «pour la création d'un parking souterrain à la place du Marché». Elle a été déposée le 14 février. Projetons-nous dans quelques années, après le succès espéré du scrutin. Quelques badauds conversent: «Comment dites-vous? Il y avait des autos ici, autrefois? Est-ce possible! Un parking! Non! Vous avez des preuves de ce que vous avancez? Des photos?»

Jean-Blaise Rochat

## Comment Léon Savary sauva la vie à Gérard Horst

Dans l'article «Léon Savary contre les tartuffes» paru ici-même il a quinze jours, nous avons brièvement signalé que le journaliste accrédité au Palais fédéral pour le compte de la *Tribune de Genève* était intervenu en faveur du Dr Walter Michel, un ami bellettrien accusé d'avoir été un agent allemand, et avait usé de ses relations pour empêcher l'extradition de son frère de couleurs bellettrien Gérard Horst, alias André Gorz, né à Vienne d'un père juif allemand. Soyons précis: dans ce dernier cas, c'est d'abord par son courage et son engagement personnel que Léon Savary a sauvé cet étudiant d'une mort quasi certaine. Le récit de son intervention à Berne vaut le détour.

Tout commence un soir d'été en 1944 à Lausanne. Débarquant du local de Belles-Lettres, un trio de joyeux drilles formé de José Bovay, Pierre Cordey et Jean-Pierre Moulin va finir la soirée au bar du Métropole. Ils tombent sur leur camarade bellettrien Gérard Horst, un peu éméché – lui qui ne fréquente jamais les bars – et qui n'en mène pas large: «L'administration fédérale refuse de renouveler mon permis de séjour. Je vais être expulsé de Suisse et finir ma vie dans un camp nazi.» Le lendemain matin, nous explique Jean-Pierre Mou-

lin, démarre «une procédure dont Léon Savary est le chevalier de tête». Rapidement informé de la menace qui plane sur ce Bellettrien, le journaliste parlementaire, toutes affaires cessantes, demande un entretien au chef de la Police fédérale des étrangers. Il entre dans son bureau, un exemplaire de la *Tribune de Genève* à la main, «pliée comme un bâton». A l'issue de l'entretien, il se heurte à un refus. Il frappe alors avec son «arme» en papier sur le bureau du fonctionnaire et lui intime l'ordre de revenir à de meilleurs sentiments: «Monsieur le Directeur, je ne quitterai votre bureau que quand vous aurez signé la prolongation de séjour de Gérard Horst.» Il obtient instantanément gain de cause. Cette scène a été rapportée par José Bovay à Tamara Leuenberger, auteur d'un mémoire de licence bien documenté sur Léon Savary (Université de Fribourg, 2008). Jean-Pierre Moulin, interrogé à son tour par cette étudiante, livre une version à peine différente: «Il était puissant. Je ne sais pas s'il est arrivé avec le journal, mais il a été reçu et il a dit: "Si vous mettez à exécution l'expulsion de notre ami Gérard Horst, je fais un scandale national, dussé-je y perdre ma place, ça m'est égal!"» Jean-Pierre Moulin ajoute que Savary a sauvé la vie de Horst, mais que celui-ci «ne lui en a été d'aucune façon reconnaissant».

Gérard Horst était entré à Belles-Lettres en octobre 1942, en même temps que Charles Apothéloz et Jean-Pierre Moulin. Il avait débarqué avec *La Nausée* de Sartre sous le bras et avait introduit l'existentialisme à Belles-Lettres, se souvient Jean-Pierre Moulin. Il sera secrétaire de la société lausannoise de Belles-Lettres, puis secrétaire central. Licencié ès sciences en 1945, il publie

ses premiers articles dans le journal de gauche *Servir*. C'est à lui qu'on doit, en juin 1946, la venue à Lausanne de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir, hôtes de la Société de Poésie créée sur l'initiative d'Edmond Jaloux. Il s'établit en 1949 à Paris, où il collabore à *Paris-Presse l'Intransigeant* sous le pseudonyme de Michel Bosquet, puis à *L'Express*. Il obtient la nationalité française en 1957. Fervent disciple de Sartre, il entre au comité de direction de la revue *Les Temps modernes*, où il assume bientôt la responsabilité éditoriale. Il va aussi collaborer au *Nouvel Observateur*. Pour la suite de sa carrière, parsemée d'écrits écolo-fondamentalistes, on se reportera utilement à la biographie de Willy Gianinazzi, «*André Gorz. Une*

*vie*» (La Découverte, 2016), parue neuf ans après que Horst et son épouse se fussent ôté la vie.

Pourquoi Gérard Horst n'a-t-il témoigné aucune reconnaissance à son frère de couleurs et grand aîné Léon Savary, en poste à Paris pendant dix ans et de surcroît président de l'Association de la presse étrangère? Pour Jean-Pierre Moulin, cela tient au caractère même de Horst: un «hyper-intellectuel» au caractère renfermé et secret, d'une froideur extrême. Personnage abstrait, il s'intéressait surtout à sa propre destinée intellectuelle. Les préoccupations des deux hommes étaient à cent lieues les unes des autres.

J.-Ph. C.

## Expressément

Dans le dernier numéro, notre article intitulé *Fédéralisme suisse et principe de subsidiarité*, consacré à la présentation discutable du fédéralisme helvétique que l'on trouve sur une page du site [www.ch.ch](http://www.ch.ch), se terminait sur une note positive. Nous avons trouvé sur la page incriminée<sup>1</sup> une phrase qui nous semblait exprimer «la plus parfaite orthodoxie fédéraliste»: «Les tâches qui ne relèvent pas expressément de la Confédération en vertu de la Constitution fédérale sont de la compétence des cantons.»

Mme Suzette Sandoz, qui avait attiré notre attention sur cette page internet, nous a fait savoir qu'elle ne partageait pas notre enthousiasme au sujet de cette phrase. En effet, celle-ci ne dit pas *qui décide* que telle ou telle tâche «relève de» la Confédération. Or, comme nous l'avions dit, c'est la question cruciale. En Suisse, une compétence est attribuée à la Confédération par un vote à la double majori-

té du peuple *et des cantons*. Les cantons ont donc une compétence générale originelle alors que la Confédération n'a que des compétences spéciales déléguées (aussi nombreuses soient-elles).

Ce qui nous semble toutefois parfaitement orthodoxe dans cette phrase – nous le maintenons – c'est l'adverbe «expressément» dont l'absence regrettable à l'article 3 de la Constitution fédérale fait croire aux juristes de la couronne fédérale qu'ils peuvent invoquer des compétences fédérales «tacites». Mme Sandoz nous a d'ailleurs rappelé que, lors de l'élaboration du projet de révision totale de la Constitution fédérale de 1999, elle avait bataillé au Conseil national pour l'adjonction de cet adverbe à l'article 3, hélas en vain.

Denis Ramelet

<sup>1</sup> <https://www.ch.ch/fr/democratie/federalisme/le-federalisme-suisse/>

## La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier  
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)  
Fax 021 312 67 14

[courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch)  
[www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

# La devise « Si qua fata sinant »

**A**u courrier, nous recevons la lettre suivante de M. Philippe de Vargas :

« Mesdames (s'il s'en trouve) et Messieurs,

En première page de la dernière livraison de votre estimé journal, vous citez la devise d'Aymon de Montfalcon, qui est aussi celle du Mouvement de la Renaissance vaudoise. Je serais curieux de connaître les raisons de son choix.

Si je traduis bien la formule latine, elle signifie littéralement « Si les destins (le) permettaient de quelque façon » ou, en bref, « C'est le destin qui décide ». Bizarre devise pour un évêque censé croire au Dieu Tout-puissant, et plus encore pour un mouvement connu pour son refus de la résignation et sa combativité. Par avance, merci de vos éclaircissements. »

Vous tenez en main le 2091<sup>e</sup> numéro de *La Nation*, et sur chaque livraison depuis la première en janvier 1931 se trouve la devise latine *Si qua fata sinant*. Ces mots figurent au début de *L'Enéide* de Virgile (chant I, vers 18) : le poète recense les causes de la dispute entre Vénus, qui protège Enée et favorise la fondation de Rome, et la

déesse Junon. Cette dernière avait un temple à Carthage, ville qu'elle chérissait et protégeait particulièrement ; par un oracle, elle savait que si Rome était fondée par Enée, héros venant de Troie, Carthage serait détruite un jour par la nouvelle puissance, ce qui se réalisera au cours des Guerres Punique. « Faire de cette ville la reine des nations, si toutefois les destins le permettent, c'est dès lors la volonté de la déesse et son ardent désir. »

En latin : « ... Hoc regnum dea gentibus esse »

*Si qua fata sinant, jam tum tenditque fovetque. »*

Ces mots formaient, comme le sait bien notre correspondant, la devise de l'avant-dernier évêque de Lausanne, Aymon de Montfalcon. Ce prélat, autour de 1500, avait une cour digne d'un prince de la Renaissance. Il avait lui-même écrit des vers légers dans sa jeunesse, il recevait des poètes et se voyait dédicacer leurs œuvres. Il a fait réaliser le massif occidental de la cathédrale, avec la chapelle qui porte son nom. Il a agrémenté le château Saint-Maire de peintures murales, en dessous desquelles il a fait écrire des

vers évoquant « les douze Dames de Rhétorique ». Il était imprégné de poésie classique et de mythologie, et sa devise manifeste sa culture (voir *Histoire vaudoise*, 2015, p. 241).

Marcel Regamey avait lu ces vers au Collège et les avait retrouvés à plusieurs endroits, sculptés en relief, tant à la cathédrale qu'au château cantonal. A treize ans, il avait réalisé un travail de vacances sur « Nos seigneurs les évêques de Lausanne », dans un gros cahier où chaque évêque avait droit à une page, avec son blason. Ses choix remontent donc loin ! Lui aussi était pétri de culture classique et de devises latines ; il était donc normal que la devise de son mouvement provienne de l'Antiquité, et qu'elle soit celle d'un homme du Moyen Age, période admirée entre toutes. De plus, le lien avec une brillante période de la vie lausannoise ajoute à ce prestige.

Dans l'exposé de ses idées, Marcel Regamey a toujours insisté sur la

distinction (sans opposition) entre le temporel et le spirituel. Le plan de Dieu est-il celui des hommes ? Dieu ne déjoue-t-il pas le plan des nations ? Le projet politique qu'il a imaginé et en partie réalisé pour le Pays de Vaud fait partie des éléments contingents de la réalité. Il ne constitue pas un absolu ; ce point précis a préservé la Ligue vaudoise, tout au long de son histoire, des dérives totalitaires. Dans *Le chemin de Marcel Regamey* (CRV, 1989, p. 200), le pasteur François Forel commente la devise en écrivant : « On peut la comprendre dans ce sens : la soumission aux circonstances ne doit pas décourager l'action. » Marcel Regamey, qui n'a en effet jamais cédé à la résignation, l'expliquait ainsi : « Elle nous rappelle que les destins de la Patrie de Vaud attendent encore leur accomplissement. » Ces mots coïncident avec l'idée de « Renaissance vaudoise ».

Yves Gerhard

## Réflexions banales

Il me souvient de l'embarras de Jennifer, une jeune vendeuse à Washington, à qui j'avais acheté une paire de sandales et deux paires de chaussettes. Le total indiqué par sa calculette est de 37,10\$, mais elle a une hésitation : a-t-elle correctement introduit les trois prix ? Pour s'en assurer elle les griffonne sur un bout de papier pour additionner 24,80\$ + 5,40\$ + 6,90\$ = ? Après l'addition des trois premiers zéros, elle lève son crayon et sa tête, indécise : elle ne sait pas ou elle ne sait plus additionner trois chiffres avec une décimale ; gentiment, en bon maître d'école, je refais l'addition avec elle (8+4+9 = 21, je pose 1, et je retiens 2, etc.) Elle comprend vite ce que sa calculette lui avait fait peut-être oublier, elle me sourit, me remercie, et je paie 37,10\$. C'était il y a vingt ans. Est-ce que les Jennifer d'aujourd'hui apprennent encore les quatre opérations qui gouvernent le monde, ou bien l'informatique a-t-elle définitivement relégué au grenier ces stupides contraintes scolaires, comme elle le fera bientôt pour l'écriture ?

Je dois bien en effet constater moi-même que l'écriture au clavier me demande un effort beaucoup moindre que la bonne vieille plume : impossible d'imaginer que j'abandonne maintenant ma machine pour écrire sur du papier ; ou plutôt : quand j' imagine que je tente de reprendre la plume, je me rends compte que c'est impossible, ça me demanderait un trop grand effort. Pourquoi ? Peut-être que le geste de tracer des signes sur du papier, avec ses doigts, demande une beaucoup plus grande concentration que de taper sur un clavier avec les mêmes doigts ; il y a tout un travail mécanique et électronique qui s'accomplit entre l'instant où j'appuie sur ce petit carré de plastique noir où figure à titre virtuel la lettre C et – une fraction de

seconde – l'instant où cette lettre apparaît sur mon écran. Et tout ce travail, c'est ma main et mon cerveau, mon cerveau et ma main qui l'accomplissent quand je tiens la plume. D'ailleurs, qui aurait l'idée de dire que ma feuille de papier est un écran ? L'écran fait apparaître les signes que je lui commande tout en occultant le travail de transmission. C'est donc par paresse que je tape au lieu d'écrire. Et si je tape à côté, comme ça m'arrive constamment, la technique sublime du traitement de texte (le terme électronique étant implicite) me permet de corriger sans que le lecteur s'en rende compte.

Michel Serres ironise dans son délicieux *C'était mieux avant!*, mais il ne nous dit pas ce que sera notre société dans une génération ou deux, transformée, pourrait-on croire, par l'invention des micro-processeurs et le progrès fantastique de l'informatique qui permet à n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, d'envoyer un message à n'importe qui, et d'avoir sa réponse dans la minute qui suit. Sera-ce en quelque sorte une mutation ? Une nouvelle humanité, différente donc par sa nature de celle d'aujourd'hui ? Je n'en crois rien, tout cela ne changera rien à nos passions, nos rapports avec nos voisins de palier, les caissières de la Migros (si caissières il y a encore), nos enfants, nos proches enfin, et même nos éloignés. Il n'est que de penser à ceux d'entre nous qui passent à côté de ce « progrès » de l'informatique, et qu'on a peut-être plus de peine à atteindre, mais qui n'en restent pas moins aussi présents, aussi vivants que nous autres qui sommes plus ou moins rivés à nos petits écrans et à notre clavier sur lequel je tape ces lignes. *Etre ou ne pas être, c'est la question.*

Daniel Laufer

## On nous écrit: Y en a marre!

Dans la fin des années soixante du siècle passé, alors que j'étudiais à l'Université de Lausanne, le Club de Rome, dont M. N. Celio était membre, alarmait la planète affirmant que la population mondiale s'élèverait à douze milliards d'êtres humains en l'an 2000.

Interrogé sur cette prédiction « scientifique » faite par des politiciens, des démographes et des statisticiens de renom, le professeur François Schaller éclatait de rire. Ces personnes, disait-il, doivent absolument faire parler d'elles mais surtout inquiéter les gens afin que ceux-ci s'abstiennent de s'intéresser aux vrais problèmes qu'ils attendent de voir traiter. La manœuvre est habile car l'accusation est portée contre le seul responsable possible, le genre humain.

Cette prédiction a fait long feu mais n'a pas découragé les personnes du genre Club de Rome. Ainsi quinze ans plus tard, la mort inéluctable des forêts était-elle annoncée, photos et théories à l'appui. Grand admirateur et amateur des forêts, j'ai également réagi par le rire, sachant que les humains disparaîtront bien avant les forêts, au plus tard avec elles. Et toujours selon le même schéma, la race humaine seule était responsable du proche désastre. Nouvel échec pour ce qui devait durablement distraire les populations de leurs réels problèmes.

Vint alors la mort de la couche d'ozone. Dans ce cas, il fallait d'abord expliquer ce qu'elle était car personne, sauf les Broyards, ne savaient de quoi il s'agissait, et même les Broyards se trompaient puisqu'on ne leur en parlait qu'en hiver ! Le trou dans la couche

d'ozone observable au Pôle sud allait s'agrandir et nous anéantir et cela par la seule faute de l'être humain bien évidemment. Aujourd'hui, on nous en reparle en disant que c'est au-dessus des grandes agglomérations urbaines qu'elle a des problèmes et non plus au Pôle sud, et que l'on ne sait toujours pas pourquoi !

Vint enfin le réchauffement climatique, épouvantail suprême et dont les humains sont totalement responsables bien entendu. Et ce coup-ci, ils mettent le paquet afin que toutes les autres pré-occupations des populations passent pour d'aimables ou insultantes plaisanteries.

A propos, c'est qui « ils » ? Ce sont encore des successeurs du Club de Rome, toujours à la recherche du meilleur moyen de distraire les populations des problèmes qu'elles aimeraient voir empoigner par les politiques, les responsables de tout poil, etc... Mais alors pourquoi une telle persévérance alarmiste ?

Pendant ce temps, on oublie CarPostal, la LAMal, le prix des CFF et tout le reste ! Et à chaque fois ces fa-daises permettent de créer de nouvelles restrictions de liberté, et surtout de nouvelles taxes « qui ne coûtent qu'un café par jour », c'est-à-dire entre 1250 francs et 2500 francs par année selon le lieu d'habitation. Ainsi, pas besoin d'augmenter l'impôt fédéral direct, à la limite de la légalité. Certes, j'ai eu la chance de comprendre les causes de ces singeries grâce au professeur Schaller mais malgré tout... y-en a marre.

Jean-François Baudraz  
Dr es sciences économiques  
Moudon

Ceci n'est pas un coin du Ronchon :

**Votations du 4 mars 2018 :**

**3 X NON**